

Unité départementale des Hauts-de-Seine
*Service risques et installations classées de Paris
et des Hauts-de-Seine*
167-177 avenue Joliot Curie
BP 102
92013 NANTERRE CEDEX

NANTERRE, le 31/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUEZ RV Ile-de-France SAS

21 ROUTE DU BASSIN N° 5
92230 Gennevilliers

Références : inspection Action coup de poing bord de cours d'eau

N° de dossier : 5031

Code AIOT : 0007402240

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/10/2023 dans l'établissement SUEZ RV Ile-de-France SAS implanté 21 ROUTE DU BASSIN N° 5 92230 Gennevilliers. L'inspection a été annoncée le 28/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le SDAGE 2022-2027 vise des objectifs ambitieux, notamment l'atteinte du bon état écologique en 2027 pour plus de la moitié des cours d'eau du bassin. Il vise à minimiser l'impact des activités humaines sur les milieux aquatiques.

Or, pour des raisons généralement liées à leur fonctionnement, de nombreuses installations classées pour la protection de l'environnement sont situées en bordure de cours d'eau.

Lorsqu'un déversement accidentel, un incendie, ou tout autre événement à l'origine de rejets de substances polluantes survient, les rejets dans le milieu sont susceptibles d'avoir une incidence notable sur la qualité des masses d'eau.

Par ailleurs, les épisodes de crue et de sécheresse qui ont touché l'Île-de-France depuis plusieurs années tendent à confirmer l'importance de la sensibilisation de ces établissements afin de lutter

contre la pollution des cours d'eau, à la fois en période de crue et de sécheresse.

Dans ce cadre, le service prévention des risques de la DRIEAT a engagé une action régionale « ICPE en bordure de cours d'eau » visant à évaluer les dispositifs mis en place par les exploitants afin d'éviter ces risques de pollution des cours d'eau.

L'inspection du 03/10/2023 s'inscrit dans le cadre de cette action nationale.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV Ile-de-France SAS
- 21 ROUTE DU BASSIN N° 5 92230 Gennevilliers
- Code AIOT : 0007402240
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site SUEZ RV ile-De-France est un centre de tri et de traitement de déchets non dangereux implanté sur la commune de Gennevilliers.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- le respect des prescriptions relatives à la gestion du risque inondation et de pollution des cours d'eau

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	zones de confinement	Arrêté Préfectoral du 01/03/2021, article 9	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
7	Principes généraux de prévention des risques.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
8	Gestion du risque inondation	Arrêté Préfectoral du 01/03/2021, article 10	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
15	stockage activités de broyage de déchets de bois	AP Complémentaire du 01/03/2021, article 16	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dispositions relatives à la perte de confinement	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 24	/	Sans objet
2	Capacité des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 > I.	/	Sans objet
3	Règles de gestion des rétentions et stockages associés.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 > II.	/	Sans objet
4	Dispositions spécifiques aux aires de chargement, déchargement et manipulation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 > VI.	/	Sans objet
5	Stockage des déchets	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 > VI. VII.	/	Sans objet
9	Etat des matières stockées.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet
10	Surveillance de l'installation.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 57	/	Sans objet
11	Consignes d'exploitation et de sécurité.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/	Sans objet
12	Documents de l'installation.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	/	Sans objet
13	Eaux pluviales.	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 43	/	Sans objet
14	Déchets.	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 45	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le plan d'intervention en cas d'inondation n'est pas réalisé. Le bon fonctionnement des vannes permettant la rétention des eaux susceptibles d'être pollués n'est pas complètement assuré.

L'inspection a constaté un dépassement important des capacités de stockage de déchets de bois sur le site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : DISPOSITIONS RELATIVES A LA LIMITATION DES CONSÉQUENCES DE PERTES DE CONFINEMENT

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010 ¹ , article 24
Thème(s) : Risques chroniques, Situation administrative
Prescription contrôlée : Conditions d'application de la présente section aux installations soumises à autorisation dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022 ou régulièrement mises en service avant cette date : Les dispositions des points I, II, III. B, III. D, V. A, V. B, VI. A, VI. E, VI. F et VII de l'article 25, ainsi que les dispositions des articles 26 et 27 sont applicables aux installations autorisées après le 3 mars 1999 ou ayant fait l'objet de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ayant conduit au dépôt d'un nouveau dossier après cette date, à l'exception des installations relevant des rubriques 4510 ou 4511 pour le pétrole brut ou des rubriques 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4744, 4746, 4747, 4748, 1434, 2210, 3641, 2251, 2565, 2730, 2731, 2910, 3110 ou 2921 ainsi que des cimenteries, des papeteries, des verreries, cristalleries et installations de fabrication de fibres minérales et produits manufacturés dérivés, des installations de traitement, de stockage ou de transit de résidus urbains ou de déchets industriels, des établissements d'élevage et des installations d'incinération de cadavres d'animaux de compagnie. Les autres dispositions de l'article 25 ainsi que l'article 26 bis ne sont pas applicables. Les dispositions du point V. B de l'article 25 sont applicables uniquement à compter du 1er juillet 2023. Les dispositions des articles 25, 26 et 27 sont par ailleurs applicables aux modifications concernant l'ensemble des installations soumises à autorisation dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022 ou régulièrement mises en service avant cette date, lorsque ces modifications nécessitent le dépôt d'une nouvelle autorisation en application de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement à compter du 1er septembre 2022, à l'exclusion des installations classées soumises à l'une ou plusieurs des rubriques 2101 à 2150, ou 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Les dispositions de l'article 26 bis ne sont pas applicables.
Constats : Le site SUEZ RV IDF, situé au 21 route du bassin n°5 à Gennevilliers, a été autorisé à exploiter un centre de tri et de valorisation de déchets urbains par arrêté préfectoral du 29/10/1999.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

¹ Arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation

N° 2 : — Capacité des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 > I.
Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : — 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ; — 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : — dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ; — dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ; — dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
Constats : L'inspection constate que les liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols sont associés à une capacité de rétention suffisante notamment au niveau du local de stockage des produits chimiques.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : — Règles de gestion des rétentions et stockages associés.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 > II.
Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions
Prescription contrôlée : Le volume nécessaire à la rétention est rendu disponible par une ou des rétentions locales ou déportées. En cas de rétention déportée, celle-ci peut être commune à plusieurs stockages. Dans ce cas, le volume minimal de la rétention déportée est au moins égal au plus grand volume calculé pour chacun des stockages associés. Une double paroi, répondant aux dispositions du présent article, peut tenir lieu de rétention pour le réservoir concerné. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998

susvisé.
Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes aux prescriptions applicables à l'installation en matières de rejets ou sont éliminés comme les déchets.
Constats : Le site ne possède pas de système de rétention déportée. L'inspection constate que : - les liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols sont associés à une capacité de rétention déportée suffisante ; - l'état des rétentions est convenable ; - une procédure précisant les conditions d'élimination des produits récupérés en cas d'accident (déchets) existe. L'exploitant a fourni à l'inspection la procédure interne de gestion des déchets interdits datée du 10/10/2019. L'exploitant a également transmis un document appelé "recueil des modes opératoires et conduite à tenir en cas d'urgence" dans lequel le risque de déversement de produits chimiques et de pollution des bassins d'eaux pluviales sont abordés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : — Dispositions spécifiques aux aires de chargement, déchargement et manipulation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 > VI.
Thème(s) : Risques chroniques, Étanchéité des sols
Prescription contrôlée : A.-Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles définies aux points I et II de l'article 25. E.-Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, solides ou liquides, est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les fuites éventuelles ou épandages accidentels.
Constats : L'inspection constate que : - les aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, solides ou liquides, sont étanches.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Stockage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 > VI. VII.
Thème(s) : Risques chroniques, Étanchéité des sols

Prescription contrôlée :
Les stockages des déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.
Constats :
L'inspection constate que : - les aires de stockage des déchets sont étanches - les eaux de ruissellement sur ces aires sont récupérées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : zones de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2021, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Bassin de confinement des eaux incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p> <p>Pour ce faire, l'installation dispose d'un dispositif de confinement interne, d'un volume minimal de 2160m³. Il est constitué par trois zones de rétention, aménagées de façon à pouvoir contenir efficacement 1650 m³ d'eau au sud, 300 m³ au nord et 210 m³ pour l'extension accueillant l'aire d'entreposage 24.3 de balles de papier/carton et plastique.</p> <p>Le confinement des zones de rétention nord (300 m³) et sud (1650m³) est assuré par l'actionnement automatique des dispositifs d'obturation définis à l'article 7.5.3 du présent arrêté, asservis à la détection incendie. Cette détection entraîne également l'arrêt automatique de la pompe de relevage du turbosider installé sous chaussée constituant la rétention de l'aide d'entreposage 24.3. L'arrêt effectif de la pompe de relevage est visualisable par un voyant ou tout dispositif comparable situé à proximité de la commande manuelle d'arrêt.</p> <p>L'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté que <u>les vannes</u> permettant le confinement des zones de rétention asservies à la détection incendie <u>n'étaient pas opérationnelles. Elles étaient en position ouverte et n'étaient pas actionnables.</u></p> <p>Après un redémarrage du système SI, les vannes ont pu être à nouveau activées et l'inspection a constaté qu'elles étaient à nouveau fonctionnelles. L'exploitant a expliqué qu'une panne de courant était survenue quelques jours auparavant et que cela pouvait expliquer le dysfonctionnement.</p> <p>L'exploitant doit prendre en compte ce retour d'expérience en prévoyant une vérification du fonctionnement des vannes et leur asservissement à la détection incendie après chaque coupure de courant. De plus, les vannes n'étaient pas en position fermée par défaut. L'exploitant doit corriger ce point. <u>Dans le cas d'un dysfonctionnement du SSI, les vannes doivent être placées en position fermée afin que les eaux d'incendie puissent être récupérées en toute situation.</u></p> <p>L'inspection a également constaté que le statut en fonctionnement ou à l'arrêt de la pompe du</p>

<p>turbosider n'était pas visualisable par un voyant ou tout système comparable à proximité de la commande d'arrêt manuelle d'arrêt.</p> <p>L'exploitant a présenté les documents justifiant l'entretien et la maintenance de ces dispositifs. Des tests réguliers sont menés. Un test manuel des 4 vannes est réalisé 2 fois par an (dernier test effectué le 08/02/2023), le SSI est testé 1 fois par an (dernier test effectué le 11/07/2023). Toutefois, la fréquence des tests après un incident d'exploitation (type coupure d'électricité) doit être renforcée.</p> <p>Contrairement à l'article 9 de l'arrêté préfectoral du 01/03/2021, le système permettant le confinement des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre n'est pas robuste. <u>La vérification du bon fonctionnement des vannes et leur asservissement à la détection incendie doit être améliorée ainsi que leur fermeture par défaut en cas de dysfonctionnement. L'arrêt effectif de la pompe de relevage du turbosider doit être visualisable par un voyant au niveau de la commande d'arrêt.</u></p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Principes généraux de prévention des risques.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
Thème(s) : Risques chroniques, Disposition en cas d'incident ou d'accident
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.</p> <p>Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.</p> <p>Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p>
<p>Constats :</p> <p>Contrairement aux dispositions de l'article 47 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 sus-mentionné, <u>l'exploitant n'a pas mis en place de procédure en cas d'inondation afin de prévenir tout risque de pollution.</u> L'exploitant a présenté une étude de réduction de la vulnérabilité aux inondations du centre de tri de Gennevilliers datée de mai 2014 mais aucun plan d'intervention n'a été rédigé et mis en place à la suite.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois

N° 8 : Gestion du risque inondation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2021, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, plan d'intervention

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes dispositions seront prises, en cas d'annonce de crues pouvant affecter le site, pour évacuer l'ensemble des produits susceptibles de générer un écoulement direct ou indirect de matières dangereuses ou insalubres dans le milieu naturel.</p> <p>Les produits susceptibles de polluer les eaux seront stockés hors d'atteinte des crues décennales.</p> <p>Un plan d'intervention (prévoyant notamment l'évacuation des produits) en cas d'inondation est mis en place. Il comprend par ailleurs les dispositions prévues afin d'éviter l'emport de tous types de déchets, y compris les déchets non dangereux, par la crue. Il sera mis à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Contrairement à l'article 10 de l'arrêté préfectoral du 01/03/2021, aucune disposition n'est prévue par l'exploitant pour évacuer l'ensemble des produits susceptibles de générer un écoulement direct ou indirect de matières dangereuses ou insalubres dans le milieu naturel en cas d'inondation. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter son plan d'intervention.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 4 mois</p>

N° 9 : État des matières stockées.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, État des stocks</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le Code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que l'exploitant est en mesure de fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un état des stocks à jour - les fiches de données de sécurité (FDS) des produits chimiques présents sur le site.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 10 : Surveillance de l'installation.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 57
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'installation.
Prescription contrôlée : L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, de personnes désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients des produits utilisés, fabriqués ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas de dérive ou d'incident.
Constats : Le site est gardienné et surveillé 24h/24. La surveillance de l'installation mise en place en cas d'inondation n'est pas spécifiquement identifiée. L'exploitant prendra en compte ce point dans le plan d'intervention en cas d'inondation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Consignes d'exploitation et de sécurité.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Risques chroniques, Consignes de sécurité
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du Code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné. L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : <ul style="list-style-type: none">- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;- l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.
Constats : L'inspection constate que l'exploitant est en mesure de fournir : <ul style="list-style-type: none">- une procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours et des personnes à prévenir en cas de sinistre notamment l'inspection des installations classées,- un mode opératoire des situations d'urgence dans lequel sont indiquées les procédures d'arrêt d'urgence,- une procédure de gestion des événements graves présentant l'organisation à tenir en cas d'incident ou de sinistre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Documents de l'installation.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60
Thème(s) : Risques chroniques, Plans des installations
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour les documents suivants : <ul style="list-style-type: none">- les plans, en particulier, pour les installations concernées ;- les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des interrupteurs ou arrêts d'urgence prévus au point B de l'article 66 ainsi que des moyens de protection incendie ;- le plan des réseaux, en particulier le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les tuyauteries ;- le plan des réseaux et installations de rétention et confinement des eaux incendie, ainsi que, le cas échéant, l'implantation des dispositifs de déclenchement ou obturation et dispositifs de limitation de propagation de sinistre ;- le plan des tuyauteries contenant des matières dangereuses prévu à l'article 25. V. E ;- le plan des équipements et moyens de lutte contre l'incendie et d'intervention prévus à l'article 68 du présent arrêté ;- Les plans sont tenus à disposition, de façon facilement accessible, des services d'incendie et de secours.
Constats : L'inspection constate que l'exploitant est en mesure de fournir les plans des installations. L'exploitant a notamment transmis le plan des réseaux d'évacuation des eaux avec les points de rejets identifiés ainsi qu'un plan des stockages de déchets.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Eaux pluviales.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 43
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositifs de traitement des eaux pluviales
Prescription contrôlée : II. - Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Ces dispositifs de traitement sont entretenus par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les opérations de contrôle et de nettoyage des équipements sont effectués à une fréquence adaptée. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats :

<p>L'inspection constate que l'exploitant est en mesure de démontrer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la présence de séparateurs d'hydrocarbures; - que ces séparateurs sont régulièrement nettoyés. L'exploitant a transmis les bons d'intervention et factures du curage des séparateurs réalisés par la société AHC. - la bonne élimination des déchets issus du séparateur : les numéros des BSD sont indiqués sur les factures.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Déchets.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 45
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que l'exploitant est en mesure de démontrer que le stockage des déchets n'entraîne pas de risque de pollution.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : stockage activités de broyage de déchets de bois

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/03/2021, article 16

Thème(s) : Risques accidentels, capacité de stockage de déchets de bois

Prescription contrôlée :
Les dispositions du chapitre 12 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral DATEDE n°2007-104 du 11 juillet 2007 sont remplacées par les dispositions suivantes :
[...]
12.3. - Activité de réception et de broyage de déchets de bois
Les activités de réception et broyage de déchets de bois sont réalisées dans un bâtiment dédié de 1 900 m² qui comporte :

a) des aires d'entreposage :

Zone exploitant	Activité / Type de déchet	Rubrique correspondante de la nomenclature	Volume instantané maximal autorisé (m³)	Masse instantanée maximale autorisée (T)	Surface instantanée maximale autorisée (m²)	Zone couverte
18	Bois à broyer (amont)	2714	820	246	-	oui
19	Copeaux de bois « broyats »	2714	2600	525,2	-	oui
20	Copeaux de bois fins « fines »	2714	1350	351	-	oui

[...] La durée de stockage dans les alvéoles n'excède pas cinq jours.

Constats :

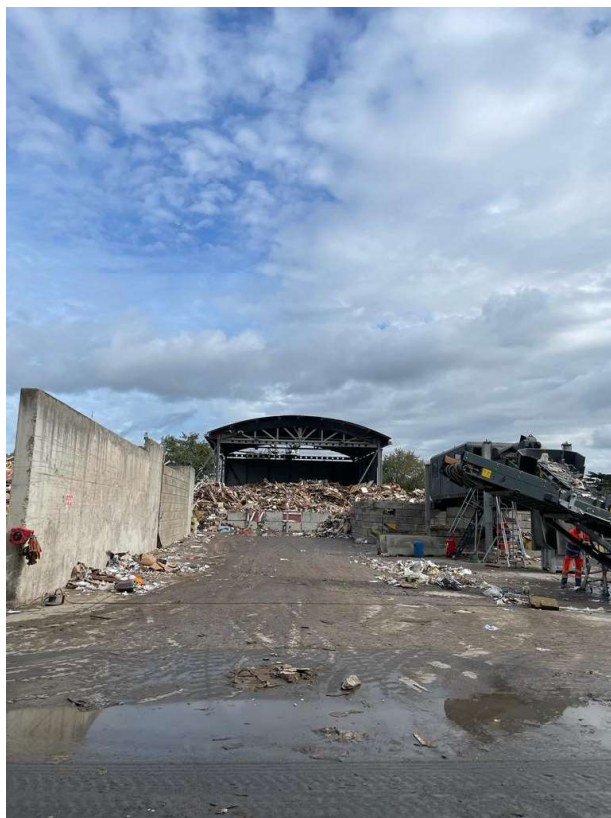
L'inspection a constaté que le volume et la masse de déchets de bois à broyer sont supérieurs à ceux autorisés à l'article 16 de l'arrêté préfectoral du 01/03/2021 modifiant les dispositions du chapitre 12 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 11/07/2007.

En effet, l'inspection a constaté visuellement que l'aire d'entreposage prévue pour les déchets de bois à broyer contient un volume trop important de déchets et que les déchets sont stockés en dehors de la zone prévue (cf. photos ci-jointe).

D'après l'état des stocks transmis par l'exploitant le jour de l'inspection, la masse de déchets à broyer stockés sur le site est de 850 t (246 t autorisées). La masse de déchets de bois broyé s'élève à 600 t dans l'état des stocks (525 t autorisées). L'état des stocks daté du 29/09/2023 indique ainsi un volume de déchets de bois stocké sur le site équivalent à 200% du volume autorisé.

L'exploitant a indiqué que les exutoires pour les déchets de bois broyés n'étaient pas disponibles et que la situation devrait s'améliorer à partir du 15/10/2023 avec le redémarrage de la chaufferie acceptant les broyats de déchets de bois.

Contrairement à l'article 16 de l'arrêté préfectoral du 01/09/2021 modifiant les dispositions du chapitre 12 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 11/07/2007, l'exploitant ne respecte pas les capacités maximales de stockage autorisées.



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois